



Avec la reprise du massacre, questionnons encore et toujours le colonialisme

Après le blocus, le génocide reprend

L'inaction totale et complice des impérialistes occidentaux et des pays arabes face aux crimes odieux commis par l'entité sioniste dans la bande de Gaza au cours des 18 derniers mois constituait une approbation de facto de nouveaux massacres et d'un génocide facilitant la poursuite des meurtres de masse de Palestiniens et la destruction systématique de leurs moyens de subsistance dans une tentative flagrante de les éradiquer entièrement. Tôt mardi, l'armée d'occupation israélienne a mené des centaines de frappes aériennes sur les cinq gouvernorats de la bande de Gaza. Plus de 420 personnes ont été tuées, dont environ 150 enfants et de nombreuses femmes, tandis que des centaines d'autres ont été blessées. Ces attaques ont principalement visé des tentes, des habitations civiles et des abris pour personnes déplacées.

Pendant environ cinq heures (de 2 h à 7 h du matin), les frappes aériennes ont été ininterrompues et simultanées, à un rythme effréné entraînant la mort d'une personne par minute dans la bande de Gaza durant cette période.

L'intention d'exécuter un grand nombre de personnes était manifeste dans les attaques israéliennes. Par exemple, la maison de la famille Qaraïq, dans le quartier de Shuja'iyya, à l'est de la ville de Gaza, a été ciblée, causant la mort d'une trentaine de personnes. De même, l'école Al-Tabi'in, qui accueillait des personnes déplacées dans le quartier d'Al-Daraj, au centre de Gaza, a été frappée, faisant 25 morts. Dans le sud de la bande de Gaza, sept autres massacres ont eu lieu dans les gouvernorats de Rafah et de Khan Younès, causant la mort d'environ 60 membres des familles Abu Tayr, Al-Humaida, Aslih, Abu Sultan, Jarghoun et Ghaboun.

Dans de nombreux cas, les frappes israéliennes ont anéanti des familles entières pères, mères et enfants voire des familles élargies grands-parents, enfants et petits-enfants, selon l'analyse des données sur les victimes. Ces crimes ont été commis plus de deux semaines après la fermeture par l'armée d'occupation israélienne des points de passage avec Gaza, empêchant l'entrée de carburant, de fournitures médicales essentielles et de toute autre aide alimentaire et humanitaire vitale. Cette situation a provoqué de graves dysfonctionnements dans tous les secteurs de services essentiels, rendant les efforts de secours encore plus difficiles, notamment en matière de soins médicaux.

L'armée israélienne a immédiatement ordonné l'évacuation de plusieurs villes situées le long de la frontière orientale de la bande de Gaza, forçant des dizaines de milliers d'habitants à fuir vers l'inconnu et aggravant la crise humanitaire à un niveau sans précédent.

Israël tente de justifier ces massacres en affirmant qu'il cible des individus recherchés ou des combattants palestiniens. Tout le monde sait qu'il n'en est rien. Julien Bahloul, un militant français de la cause génocidaire, a pu écrire sur X : « Israël prend l'initiative. Nous n'allions pas attendre de nous faire massacrer de nouveau comme le 7 octobre ». En réalité, les dirigeants sionistes ont accepté la trêve malgré eux et toujours pensé à la rompre. En particulier, ils ne voulaient pas remplir la clause consistant en le retrait total de leurs forces armées de la Bande de Gaza avant la libération des derniers captifs. C'est bien eux et non la Résistance palestinienne qui ont rompu la trêve. Ils l'ont rompue avec le soutien des USA. Nous avons dit, dès le cessez-le-feu que l'intervention de Trump à ce sujet n'avait qu'un but : remettre les choses à l'endroit, ce sont les impérialistes US qui commandent, fournissent les armes de mort et les sionistes agissent. Désormais, le négociateur US, Steven Wittkoff est capable de piétiner sans vergogne son propre plan en justifiant les actes des génocidaires.

Pendant le cessez-le-feu, Israël a bloqué l'entrée de fournitures vitales, notamment des stations d'oxygène, des générateurs, du carburant, du matériel médical, des médicaments et des équipements de soins, tout en interrompant la reconstruction des hôpitaux qu'il avait détruits. Cela illustre bien sa volonté persistante de dévaster le secteur de la santé et de priver les civils d'un accès aux soins au moment où ils en ont le plus besoin, la

volonté de ne considérer la trêve que comme une parenthèse la plus courte possible. Cela montre aussi le peu de cas que font Netanyahu et les siens des captifs. Leur intention n'a jamais été de les libérer. Car, pour cela, il aurait fallu prolonger la trêve. C'est dans les périodes d'arrêts des combats que les captifs ont été rendus aux leurs.

La stratégie israélienne manifeste vise à ancrer le crime de génocide, au vu et au su du monde. Les quelques explications fournies ne tiennent pas la route, les sionistes savent bien que leur propagande a de plus en plus de mal à passer auprès des peuples et des travailleurs du monde, qu'ils sont désormais au ban des peuples et des nations. Ils n'en ont cure. La complicité des gouvernements impérialistes occidentaux, l'inaction des dirigeants arabes et des autres puissances impérialistes leur permet de poursuivre tranquillement leur œuvre génocidaire et leur but : éradiquer les Palestiniens de la Bande de Gaza et ensuite de la Cisjordanie. *La gauche* en France a beau dire que ce projet est celui de Trump, c'est faux. C'est le vieux projet des sionistes, de tous les sionistes^[1]. En 1967, quand Trump n'était rien, le premier ministre travailliste Lévi Eshkol et ses partisans avaient travaillé sur un projet d'expulsion des Palestiniens de Gaza vers le Sinaï.

Si les gouvernants sionistes sont passés de l'idée du déplacement forcé avec quelques milliers de morts à l'éradication totale par un génocide, c'est parce que les Palestiniens, et notamment ceux de Gaza ont fait preuve d'une résistance héroïque, d'une ténacité qui force l'admiration. Issus à 80 % de réfugiés de 1948, les Gazaouis savent bien que s'ils partent, on ne les laissera pas revenir. Le message qu'ils adressent aux peuples et aux travailleurs du monde avec leur Résistance est que personne ne les chassera de leurs terres ancestrales, ils y mourront s'il le faut.

Le colonialisme est le seul coupable

Plus que jamais, notre parti soutient la Résistance des Palestiniens, avec les moyens dont ils décident seuls. La Résistance armée en fait partie. Elle est légitime^[2].

L'essayiste US Norman Finkelstein a récemment déclaré : « *La société israélienne tout entière, les yeux grands ouverts, en pleine conscience, avec une connaissance totale de ce qui se passe, est parvenue à un consensus selon lequel il faut qu'à la fin de ce conflit, Gaza n'existe plus.* ». Qu'est ce qui peut expliquer une telle unanimité dans la volonté d'éradiquer un peuple ?

Dans son *Discours sur le colonialisme*, en 1950, Aimé Césaire écrivit : « *la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral* ». C'est bien ce à quoi nous sommes confrontés. Pour la frange des politiciens au service du Capital et des *media* qui ont choisi le camp génocidaire, la honte est bue, le soutien aux massacres est clair, cynique même. L'avocate franco-israélienne NiliKupfer-Naouri, adepte d'un sionisme les plus réactionnaires, fascisante, peut déclarer sans problème : « *Les portes de l'enfer se sont enfin ouvertes sur Gaza. Cette fois jusqu'à la victoire absolue* ». Et aucun *medium* officiel n'y trouve rien à redire !

Mais pour condamner la Résistance armée, les prosionistes avérés ne sont pas seuls. La « gauche » non sioniste n'est pas en reste. Même LFI, qui apparaît comme l'organisation politique officielle la plus engagée aux côtés des Palestiniens n'est pas en reste pour évoquer en boucle les « actes terroristes du Hamas » (toujours le seul Hamas, comme le discours officiel, jamais les organisations de la Résistance palestinienne). La gauche française veut bien de Che Guevara, martyr et vaincu, mais pas d'une Résistance armée qui continue de résister.

Nos politiciens, de Mélenchon à Roussel, devraient pourtant réfléchir aux mots de Don Helder Camara, évêque brésilien et chantre de la « théologie de la libération » :

« *Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.*

La deuxième est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la deuxième en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie que de n'appeler violence que la deuxième, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième, qui la tue. ».

Malgré parfois des individus franchement solidaires des Palestiniens, comme Aymeric Caron, cette gauche se refuse, dans son ensemble, à comprendre la question coloniale et ses ressorts. Elle enterre de fait ce que disait Nelson Mandela^[3] : « *C'est toujours l'opresseur, non pas l'opprimé, qui détermine la forme de la lutte. Si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'a d'autre choix que de répondre par la violence* ».

Ce rapport à la violence a toujours séparé les marxistes de la gauche petite-bourgeoise ; mais, aujourd'hui, cela atteint des proportions jusque-là inégalées. En s'en tenant à la seule critique du « Netanyahu d'extrême-droite », les militants de « gauche », même sincères, ne peuvent appréhender le réel, refusent même de l'appréhender, se refusent à dire que le sionisme et lui seul, dans le projet qu'il a fondé dès la fin du XIX^{ème} siècle est le responsable de tout ce qui est arrivé en Palestine depuis 1917 et la déclaration Balfour. Ils se refusent à dire ce que nous

affirmons haut et fort : il n'y aura pas de paix durable, il n'y aura pas de fin de la colonisation tant que l'État colonial sioniste existera. On ne peut pas défendre les Palestiniens si l'on accepte l'existence de l'État colonialiste raciste qu'est l'entité sioniste ! Les sionistes de gauche ou du centre sont tout autant génocidaires que les sionistes de droite ou les fascistes sionistes.

Le « crime » de Rony Braumann

Nous avons écrit récemment à propos d'une honteuse tribune de sionistes autobaptisés « juifs de gauche » en défense de l'État sioniste et la colonisation, assimilant au passage, comme la propagande de l'entité colonialiste les Juifs à Israël et la critique d'Israël à de l'antisémitisme. Une partie d'entre eux et d'autres, se qualifiant de la même manière, ont également commis une tribune, publiée bien sûr par *Le Monde*, contre Rony Braumann. On y retrouve le gratin de la social-démocratie universitaire, le porte-parole de l'organisation sioniste Golem, chantre des torts partagés, et hélas, des dirigeants de l'UJRE (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide), qui, créée pendant la seconde guerre mondiale, compte de nombreux résistants et anticolonialistes parmi ses membres.

Que reproche cette tribune à Rony Braumann, ce pelé, ce galeux, comme disait La Fontaine ? **Il a osé comparer.** La tribune spécifie que : « *La comparaison entre les massacres perpétrés à Gaza, réponse inacceptable à ceux du 7 Octobre, et l'extermination systématique d'une population, ce que symbolise Auschwitz, n'est pas admissible.* ». Au passage, on note la rhétorique bien connue, comme quoi le génocide ne serait qu'une riposte, mettant sur le même plan un État colonisateur et un peuple colonisé. Cet *oukase* est censé répondre à la déclaration de l'ancien dirigeant de « Médecins sans frontière », disant : « *Gaza va supplanter Auschwitz dans ce qui relève de la métaphore de la cruauté absolue* » et « *la mémoire d'Auschwitz apparaît comme une espèce de crachat à la figure des Palestiniens* ». Ce que dit Rony Braumann, c'est simplement que nous avons aujourd'hui un génocide qui se passe en direct, largement documenté par vidéo, ce qui n'était pas le cas des camps de la mort, mais aussi que, comme c'est au nom des Juifs qu'Israël organise ce génocide, forcément, celui de la machine de mort nazie ne peut apparaître complètement dans sa réalité aux Palestiniens que l'on tue au nom d'Auschwitz.

Pour les sionistes et les soutiens de l'impérialisme occidental, on ne peut pas comparer Auschwitz à quoi que ce soit, le génocide de la Shoah doit persister à être perçu comme le mal absolu, au-dessus des autres maux. Cette construction est d'abord un moyen de dédouaner le Grand Capital allemand de sa responsabilité dans le nazisme, et le lien plus général entre le fascisme et le Capital. Hitler, producteur du mal absolu, ne peut être qu'un fou. Oubliés Krupp et Thyssen qui financent le parti nazi dès 1926 ! Oubliés les banquiers et capitalistes de la chimie qui se rallient à Hitler dès 1931 ! Oubliés Hindenburg et Von Papen, respectables politiciens bourgeois qui appellent Hitler au pouvoir alors que son parti vient de reculer électoralement ! Oubliés les Junkers prussien de l'armée allemande, qui contre l'élimination des SA, appuient désormais le Führer ! Tout est bon pour que le fascisme n'apparaisse pas dans sa nature profonde. Le 6 février 1934, à la tribune de la Chambre des députés, Maurice Thorez a déclaré : « *Il n'y a pas de différence de nature entre la démocratie bourgeoise et le fascisme. Ce sont deux formes de dictature du Capital. Le fascisme naît de la démocratie bourgeoise.* ». C'est ce discours qu'il faut cacher, il faut taire ce lien fondamental, d'ailleurs les politiciens bourgeois en tous genres n'ont pas laissé Thorez terminer son propos.

Il y aussi, une seconde raison, plus ancienne, mais non moins réelle à cette ossification du génocide des Juifs de 1941 à 1945 comme mal absolu, incomparable. L'universitaire Clara Breteau l'a expliqué dans une tribune, publiée aussi par *Le Monde*, à propos de Jean-Michel Aphantie, qui lui aussi a osé comparer les enfumades de Bugeaud durant la conquête de l'Algérie avec Oradour-sur-Glane, alors que le procédé, enfermer des gens et les brûler vifs était exactement le même. **Lui aussi a osé comparer.** Pour expliquer, Clara Breteau fait appel à Aimé Césaire, dans un autre extrait du *Discours sur le colonialisme*. Césaire écrit sans détour que ce que le « *très distingué bourgeois du XX^e siècle [...] ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique* ». Et pour prouver cela, elle s'appuie aussi sur une déclaration du maréchal Soult, ministre de la Guerre de Louis-Philippe au moment de la conquête de l'Algérie. Pour le maréchal, le massacre de civils, s'il est « *affreux, détestable* » en Europe, n'est en Afrique que « *la guerre elle-même* ».

Voici ce qu'en conclut Clara Breteau : « *Le scandale suscité par les propos d'Aphantie est instructif quant à la vivacité actuelle du bourgeois de Césaire. Certes, une partie des réactions choquées provient de l'ignorance de l'histoire coloniale, produit elle-même de l'incapacité française à reconnaître les crimes coloniaux et à les intégrer dans les programmes scolaires. Certes, une autre partie des protestations contre les propos d'Aphantie est l'émanation d'un négationnisme forcené. Mais une autre portion encore rejoue dans ses discours scandalisés le bourgeois de Césaire. Ce qu'elle reproche à Aphantie, ce n'est pas d'avoir évoqué des massacres attestés. C'est d'avoir osé comparer. C'est de n'avoir pas voulu hiérarchiser les armées selon que le village qu'elles*

exterminaient était algérien ou français. ». On pourrait remplacer J-M Aphantie par R Braumann et algérien par palestinien, sans que cela ne change rien à l'affirmation, ni à sa justesse.

En conclusion

La solidarité avec la Palestine, c'est l'affirmation qu'il s'agit d'une lutte anti-coloniale de libération nationale d'un peuple nié et expulsé par la violence de sa propre patrie et que les massacres du colonialisme sont comparables avec ceux du nazisme. Les Palestiniens n'ont besoin ni d'une sympathie condescendante, ni de phrases générales sur la paix, ni de la défense du soi-disant droit international. Quiconque souhaite les aider doit caractériser la guerre coloniale et, spécifiquement, la colonisation de substitution.

Donc, le Parti Révolutionnaire Communistes continue d'exiger le retrait total des forces d'occupation et de colonisation de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem. Mais pas seulement. Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant. L'existence d'un État colonial empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement et activement dans le camp des colonisateurs.

Il faut un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique. De même, la lutte de libération nationale du peuple palestinien n'a pas besoin de compassion, mais d'un réel soutien politique et d'actions de solidarité internationaliste. Et pour la France, où les Révolutionnaires, comme ailleurs, doivent combattre leurs capitalistes, cela commence par la lutte politique contre le soutien de l'impérialisme français à l'entité coloniale sioniste.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, après la trêve et la poursuite du massacre en Cisjordanie et désormais à Gaza, soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.

[1] Jacques Pous, Palestine (1917-1949) Figures d'un colonialisme de remplacement, Éd L'Harmattan, 2023

[2] <https://documents.un.org/doc/resolution/gen/nr0/427/75/pdf/nr042775.pdf>

[3] <https://www.ladissertation.com/Politique-et-International/Droit/Cass-crim-17-janvier-2017-n15-86481-330048.html>